

Konrad, Gyorgy et Szelényi, Ivàn, *La marche au pouvoir des intellectuels : Le cas des pays de l'Est*, Paris, Le Seuil, 1979, 256 p.

Jean-Jacques Simard

Volume 12, numéro 1, 1981

Production et politiques agricoles dans les pays industriels : du dedans au dehors

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701169ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701169ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, J.-J. (1981). Compte rendu de [Konrad, Gyorgy et Szelényi, Ivàn, *La marche au pouvoir des intellectuels : Le cas des pays de l'Est*, Paris, Le Seuil, 1979, 256 p.] *Études internationales*, 12(1), 208–210.

<https://doi.org/10.7202/701169ar>

KONRAD, Gyorgy et SZELÉNYI, Ivàn, *La marche au pouvoir des intellectuels: Le cas des pays de l'Est*, Paris, Le Seuil, 1979. 256 p.

Quand, pour se faire entendre, il faut parler par les trous d'une muselière, gronder du fond des catacombes ou glisser des feuilles jaunies sous les barbelés, l'heure n'est plus aux artifices gratuits et aux jeux de salons, aux larmes de crocodiles et aux colères feintes. C'est qu'on a quelque chose à dire de pressant, d'important, de capital. Voilà sans doute pourquoi le vent d'Est nous apporte parfois de ces oeuvres si intenses et si puissantes qu'on ne peut plus regarder notre siècle tout-à-fait de la même manière après les avoir lues. À l'ombre de *l'Archipel du Goulag*, combien de publications historiographiques contemporaines avouent leur taille journalistique ou l'étroitesse de leur académisme? Combien de travaux sociographiques paraissent superficiels lorsqu'éclaboussés par l'acide railleur et pénétrant des *Hauteurs Béantes*, d'Alexandre Zinoviev?

*La marche au pouvoir des intellectuels* ne possède ni le feu d'un poème ni le souffle d'un mouvement littéraire, mais n'en fait pas moins partie de cette extraordinaire collection. Sur le terrain de l'analyse critique et de la sociologie, dans un style limpide, où la théorie générale féconde des fresques historiques et se moule sur des peintures de moeurs quasi ethnographiques, ce livre (dont les auteurs ont fait leurs classes théoriques et expérimentales en matérialisme historique), jette une bouffée de fraîcheur dans l'ennuyant discours marxiste et un solide pavé dans la mare aux idées reçues.

Ils vous parlent de l'Est, certes, mais comparé à l'Ouest; du socialisme, sans doute, mais dans sa relation dialectique au capitalisme; du savoir, bien sûr, mais en ce qu'il s'accouple au pouvoir. Et cela en 250 pages riches et complexes qui ne méritent pas l'injure d'un compte-rendu succinct. Le titre annonce parfaitement ce qu'il promet: une théorie de l'intelligentsia et l'histoire de ses accointances avec les pouvoirs établis jusqu'à ce qu'elle trouve, dans les pays de l'Est, l'occasion de se

hisser elle-même au sommet d'une structure sociale dite « socialiste » où la compétence techno-bureaucratique et la connaissance de la ligne juste, bref Le Seul Vrai Savoir, délogent toute légitimité concurrente. Les racines de ce système de redistribution rationnelle, expliqueront les auteurs, renvoient au Tsar Ivan, aux Hohenzollern et aux Habsbourg plutôt qu'à la mission historique du prolétariat abstrait.

Quelle intelligentsia? Toute société « comporte des fonctions dont les titulaires sont ipso-facto des intellectuels » (p. 37), qu'ils se disent shamans, mages ou idéologues, Son Éminence ou Docteur, « inspirés » ou « conscients ». Dans tous les cas, un ordre structurel détermine le type de savoir transcontextuel réservé à une catégorie d'initiés qui servira à orienter ou à réglementer la conduite des membres et confèrera un statut « officiel » d'intellectuel, régi par des privilèges et des sanctions.

Dire que l'intelligentsia est « inféodée » au pouvoir, c'est à la fois trop peu et trop simple. Le pouvoir cherche à se doter d'un savoir tandis que le savoir tend à créer un pouvoir: leur rencontre en un milieu ou une époque assure que certaines formes de savoir fassent partie d'un pouvoir sociétal donné. En ce sens le rôle d'intellectuel est toujours soumis à des conditions socio-historiques établies: il trouve là, selon le mot des auteurs, ses attributs génétiques, sa physionomie particulière. Mais attention, l'intelligentsia garde, même sous cet éclairage, des intérêts en propre: pour ne pas se dissoudre, il lui faut monopoliser le savoir susceptible de conférer un pouvoir, même sur les puissants.\*

D'autre part, l'activité intellectuelle s'inscrit dans la dynamique culturelle: elle produit le sens du monde (signification et destinée de la vie) par delà les conditions terre-à-terre de l'existence. C'est là la fonction générique de

\* Quand l'Église couche avec le Prince, Luther ou Savonarole grimpent dans les rideaux: pas question de se confondre complètement à l'aristocratie féodale!

l'intelligentsia. De fait, elle défendra son statut et sa légitimité propre en élevant ses propres intérêts à la dignité de la transcendance. Au bilan dialectique, donc, « la configuration des intérêts en présence et plus particulièrement la position occupée par les intellectuels dans la structure sociale déterminent seules pour une époque donnée le type de savoir qui sera considéré comme transcendant. » (p. 27)

Pour Konràd et Szelényi, « ces remarques tendent non pas à nier mais à relativiser ce que l'activité intellectuelle comporte de transcendant ». On comprend qu'elles confèrent en même temps à l'intelligentsia une autonomie relative par rapport aux pouvoirs sociaux autrement fondés. Justement, la seconde partie du livre essaie de montrer comment, la caste du clergé a pu céder la place à la couche des intellectuels organiques, détenteurs du savoir rationnel, producteurs d'idéologie, lancés sur le marché « en quête de classes sociales réelles » à qui proposer leur salade pour en devenir « intelligentsia de service » (p. 18)\*.

Reste ensuite à voir comment il a pu arriver qu'au début du vingtième siècle, l'intelligentsia s'arrache à cet inconfort et conquiert le pouvoir pour son propre compte, celui d'une classe. Tant que le marché demeure le principal mécanisme de la redistribution du surproduit social, l'intelligentsia ne peut y arriver : ainsi la technocratie occidentale, sandwichée entre le droit des propriétaires et la souveraineté des politiques.

Le problème avait obsédé les romantiques allemands et les socialistes utopiques français : comment remettre la société sous la gouverne de finalités transcendantes, à la fois scientifiques et humanistes, donc « sous la conduite pédagogique et éclairée d'une intelligentsia ayant su dépasser les principes du marché » ? (p. 70) Ce sont les communistes qui apporteront la réponse : pour peu de se faire « élucider » des intérêts concrets du prolétariat, l'intellectuel reste fidèle à son dessein transcendantal en même temps qu'à l'unisson des exigences du progrès économique et des masses exploitées. Lucides et prophétiques jusqu'au bout, Marx et Bakounine s'accuseront mutuellement d'oeuvrer en faveur d'une élite

intellectuelle : « clique conspiratoire soi-disant d'avant-garde ! » d'un bord, « étatistes ! » de l'autre. On va avoir les deux. À l'Est plutôt qu'à Londres, car c'est là que les idées justes trouveront leur terreau et leurs jardiniers historiques.

Ce qu'il leur faut, c'est une société presque moderne à demi industrialisée où la définition du surproduit et des besoins ne passe pas par le marché, parce que ce marché n'a pas pu se constituer, en raison d'une déficience chronique du développement agricole (remontant à la suppression de la petite ou moyenne propriété terrienne), et d'une industrialisation axée presque exclusivement sur l'industrie lourde (militaire). Quelque lieu, en somme, où l'économie serait demeurée absolument soumise et imbriquée au politique, le tout administré plus ou moins rationnellement par une bureaucratie étatique recrutée d'abord pour sa loyauté à un pouvoir supérieur et absolu. Ce qui serait bien, ce serait que la police politique moderne et la censure y existent déjà, que la main-d'oeuvre captive y soit déjà habituée aux passeports intérieurs et que les passeports pour l'étranger soient déjà considérés comme une « prodigieuse et exceptionnelle faveur du pouvoir ». Que ce système de redistribution rationnelle précoce soit déjà en place aux dix-neuvième siècle.

Les mêmes idées justes auraient aussi besoin d'intellectuels incapables d'offrir leurs services sur un marché, donc collés avec un inventaire croissant où s'accumulent des mesures réformistes et révolutionnaires qui ne trouvent preneur ni chez de véritables bourgeois autonomes ni auprès d'un prolétariat qui n'en finit plus de naître. Une intelligentsia forcée de choisir entre servir l'absolutisme de droit divin ou subir une répression brutale qui stimule sa conscience de « classe ». Des hommes étouffés, reclus, apatrides, donc ardents, passionnés, démesurés, jusqu'au-boutistes,

\* Tant pour Gramsci. Qu'il repose en paix, comme ceux qui n'en finissent plus de s'obstiner sur l'antériorité logique de l'infra et de la superstructure, perdus pour l'éternité dans une chicane inter-sidérale avec Hegel.

universalistes, consumés par les appels lointains du Peuple et de l'Histoire. Des « chevaliers de la totalité dans la clandestinité » (p. 110).

Il ne resterait plus qu'à renverser l'absolutisme de l'Autocrate pour le remplacer par celui de la Raison, de la Conscience, du Savoir, de l'intelligentsia elle-même, du Parti.

Tout cela, on s'en doutait, existe dans la Russie des Romanov. Entre le marxisme et la réalité il n'y a qu'un hiatus: l'absence de la classe ouvrière. On le combla d'un trait d'union, ajoutant léninisme. L'innovation historique du bolchevisme, lit-on ici, est d'avoir « substitué aux intérêts de la classe ouvrière empiriquement donnée la mission historique de la classe ouvrière prise comme concept; cette mission se définit (...) plus exactement (par) la dictature étatique centralisée du parti bolchévique » (p. 144). Oh! Benjamin Constant, vieux réactionnaire, n'auriez-vous vu clair qu'une fois qu'on se rappellerait vos paroles: « L'on immole à l'être abstrait les êtres réels: et l'on offre au peuple en général l'holocauste du peuple en détail ».\*

Le reste, comme on dit, appartient à l'Histoire. Pour connaître la suite et explorer comment les intellectuels eux-mêmes pourront participer aux luttes d'émancipation d'une humanité placée sous le joug de l'intelligentsia, il faudra lire ce livre remarquable. Coupables d'avoir réanimé la puissance critique du marxisme, Konrad a refusé l'exil et vit à Budapest en pariah de l'intérieur, Szélenyi enseigne maintenant en Australie. Ces Hongrois n'ont pas trahi Lucàks.

Jean-Jacques Simard

Département de sociologie,  
Université Laval

LIDER, Julian. *The Political and Military Laws of War: An Analysis of Marxist-Leninist Concepts*. Farnborough, Saxon House, 1979, 274 p.

« *Caveat emptor*: les malheurs du juriste occidental »

Le temps n'est certes pas gai pour les internationalistes qui s'obstinent à croire en

l'existence du *rule of law* dans les relations inter-étatiques. Depuis longtemps maintenant, ceux-ci sont tourmentés par des collègues qui lancent cette plus-que-boutade combien insupportable qui, quelle que soit sa formation précise, est invariablement à l'effet suivant: « Le droit international n'existe que dans la tête de quelques juges et professeurs de droit ».

Cette critique est évidemment grossière. Toutefois, il faut bien se rendre à l'évidence: si une règle de droit est une norme internalisée par un acteur et restreignant son comportement social, l'arène internationale en semble de plus en plus dépourvue. L'agression caractérisée de l'Union soviétique contre l'Afghanistan paraît, malgré les justifications offertes par l'État envahisseur<sup>1</sup>, être beaucoup plus une démonstration de puissance impériale qu'une commission à une quelconque obligation juridique. La fomentation de « guerres de libération » par des États-tiers et l'absurdité de l'acharnement des Nations Unies contre l'un des États les plus respectueux de sa Charte (Israël) convainquent de plus en plus que le droit international des relations violentes entre États semble s'appliquer à un seul des camps sur l'échiquier stratégique mondial<sup>2</sup>.

Pour ces déprimés que nous sommes, quel meilleur tonique qu'un nouveau traité qui s'ajoute à la liste déjà imposante de volumes décrivant la réglementation juridique des conflits interétatiques<sup>3</sup>. Ce fut donc avec plaisir que le soussigné aborda cette nouvelle parution de l'Institut suédois d'affaires internationales, *The Political and Military Laws of*

\* Cité par Isaiah Berlin, *Four Essays on Liberty*, Oxford University Press, 1979, p. IX.

1. Vg interview avec le rédacteur au *Kabul News Times*, rapporté dans *Le Monde* du 9 janvier 1980.
2. Vg la pénétrante étude de E.V. ROSTOW, « Is the United Nations Charter Going the Way of the League of Nations Covenant », in ROSTOW, *The Ideal in Law*, Chicago, University of Chicago Press, 1978, pp. 263 ss.
3. Une bibliographie sélective de la doctrine existante en ce domaine est fournie par M. KRAUSS, « Les Conflits Internes et les États-tiers: À la recherche de l'État du droit », (1979) 10, *Revue de droit, Université de Sherbrooke* 1, aux pp. 51 ss.